Antoine Bevort , Michel Lallement , Le capital social, performance, équité et réciprocité

Marie Wierink

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/travailemloi/5375>
DOI : 10.4000/travailemloi.5375
ISSN : 1775-416X

Éditeur

DARES - Ministère du Travail

Édition imprimée

Date de publication : 15 octobre 2006
Pagination : 69-72
ISSN : 0224-4365

Référence électronique

Marie Wierink, « *Antoine Bevort , Michel Lallement , Le capital social, performance, équité et réciprocité* », *Travail et Emploi* [En ligne], 108 | octobre-décembre 2006, document 108, mis en ligne le 04 avril 2012, consulté le 19 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/travailemloi/5375> ; DOI : 10.4000/travailemloi.5375

Ce document a été généré automatiquement le 19 avril 2019.

© La documentation française

Antoine Bevort , Michel Lallement , *Le capital social, performance, équité et réciprocité*

Marie Wierink

RÉFÉRENCE

Antoine Bevort , Michel Lallement , *Le capital social, performance, équité et réciprocité*, Éditions la Découverte, 2006

- 1 Début 2006, les Éditions la Découverte publient un ouvrage collectif consacré au « capital social », sous la coordination d'Antoine Bevort et Michel Lallement. Cet ouvrage vient utilement éclairer un concept qui a curieusement encore peu de retentissement dans les travaux sociologiques français, en comparaison de son rayonnement scientifique à l'étranger ou dans les organisations internationales. Issu des travaux du politologue Robert Putnam, le concept de « capital social » rend compte de l'effet du dynamisme associatif d'une société, de la capacité de ses membres et de la société civile à mener des initiatives ou des actions communes, de la vitalité de la démocratie et du bon fonctionnement de ses institutions. « Par rapport aux approches habituelles de la socio-économie (et notamment celles qui sous-tendent les théories du bien-être et les indicateurs sociaux), le capital social introduit la dimension holistique du lien entre les personnes » (p. 296, contribution de B. Perret). Cependant, au-delà de cette définition, la notion de capital sociale est extensive - c'est d'ailleurs une de ses faiblesses - et au l de la lecture de l'ouvrage, il semble qu'il faille accepter cette plasticité pour en reconnaître toute la dimension heuristique. Le grand mérite de ce recueil est de mettre en évidence la genèse du concept et ses parentés multiples avec d'autres approches théoriques tant politologiques que sociologiques ; il en démontre le caractère fécond pour une approche « compréhensive », macrosociologique et dynamique de l'évolution des sociétés, aussi

bien que ses limites théoriques et pratiques, et souligne les possibilités multiples, même si elles sont ardues, de mobilisation de cette théorie au plan microsociologique.

- 2 L'ouvrage est composé de trois parties. La première, à laquelle nous rattacherons les éclairantes préface et introduction d'Alain Caillé, Antoine Bevort et Michel Lallement, donne les clefs de lecture du concept et en retrace la généalogie, tout en en présentant une analyse rigoureuse et critique sous la plume de S. Ponthieux. La seconde partie présente les résultats de travaux de sociologie quantitative visant à mesurer les effets de variables construites à partir de la théorie du capital social, dans des champs aussi divers que la société malgache, la sociologie de l'éducation ou les relations professionnelles. Enfin, la troisième partie réunit des articles centrés sur l'étude des liens entre capital social et formes d'action collective, telles que les associations ou la petite entreprise familiale créée en France par des immigrants maghrébins. L'ouvrage se termine par une conclusion de Jean-Baptiste de Foucault ouvrant sur des perspectives opérationnelles : le capital social peut constituer un « macroscope », selon l'expression de l'auteur, pour analyser l'évolution du rapport des individus aux institutions, aux politiques publiques et à l'exclusion, et « éclairer l'action ».

Une notion extensive ...

- 3 La première partie dresse les contours du concept, en retrace l'histoire et le soumet à la critique. Peut-on, sans risquer le paradoxe, utiliser une notion telle que « capital » social pour critiquer l'utilitarisme et l'étroitesse du raisonnement économique ? Comment passer du « capital humain » à la Becker au « capital social » de Putnam et ses prédécesseurs, Coleman et Burt ? Comment démêler dans le « capital social » ce qui relève d'un capital individuel, celui d'un individu au mieux inséré dans des réseaux, et ce qui relève du capital collectif d'une société, symbolisé par la contenance et la réciprocité des échanges qui y règnent ? La première partie ouvre sur deux textes fondateurs de la diffusion du concept en France, écrits par Pierre Bourdieu et Robert Putnam. On a là un curieux effet de miroir entre deux approches d'une même intuition, l'une insistant sur les effets de concentration du capital social et de domination qu'il permet d'exercer, l'autre sur les effets de contenance ou de réciprocité. Dans le texte de Pierre Bourdieu, publié comme « Notes provisoires » dans Actes de la recherche en Sciences sociales en 1980, le capital social apparaît comme un prolongement, un « multiplicateur » des capitaux économiques et culturels et de leurs effets sur la place des individus et sur les rapports de domination dans le système social. Le texte de R. Putnam, au titre évocateur, *Bowling alone* (1995) est également connu. Après avoir travaillé sur la société italienne et ses contrastes entre le Nord et le Sud, encore dominé par des solidarités étroitement familiales, Putnam analyse la déperdition en capital social de la société américaine. Il tire ce constat de la diminution de la participation à la vie politique et civique, que Putnam associe à celle de l'associativité et de la contenance réciproque ; il en souligne les rapports avec des évolutions sociales de fond comme la mobilité géographique intensifiée, la pression temporelle liée à l'activité féminine, le changement démographique, les réorganisations urbanistiques et l'individualisation des loisirs allant de pair avec les nouvelles technologies de communication. Comme le montre M. Lallement dans un passionnant chapitre où il en décortique les liaisons et les proximités, la théorie du capital social apparaît ainsi intimement liée aux grands courants de la sociologie économique, mais

trouve aussi des enracinements dans des travaux de nature culturaliste, tels que ceux de Tocqueville et de Max Weber.

- 4 On y verra des liens évidents avec les notions d'*embeddedness*, d'encastrement et la théorie des liens faibles de Mark Granovetter, ou avec la théorie des réseaux. Mais le capital social fait aussi écho aux débats qu'animent des sociologues ou politologues américains aussi différents que Richard Sennett, critique de la flexibilisation du travail et de l'individualisation de la société américaine, ou que Francis Fukuyama, qui voit dans les sociétés à haut degré de contenance les sociétés les mieux armées pour la performance économique. Selon M. Lallement, trois dimensions principales organisent les diverses conceptions du capital social : la contenance, les réseaux ou la réciprocité. La plasticité de la notion renvoie à des usages bien différents : un souci économique de démontrer que le capital social conduit à la performance économique, un souci politique visant à démontrer l'amélioration de la vie démocratique, ou encore une préoccupation sociale visant à décortiquer les ressorts de certaines inégalités.

... souffrant d'une certaine imprécision

- 5 C'est bien à partir de cette plasticité et de ce côté « concept valise » que S. Ponthieux, économiste, organise une critique stimulante du « capital social ». En définitive, n'y aurait-il pas imposture à présenter comme une nouvelle clé de lecture de l'évolution des sociétés un ensemble de phénomènes dont l'importance est reconnue depuis longtemps par les économistes ? Sophie Ponthieux analyse de manière méthodique la dénomination même de « capital social », en insistant sur le flou qui l'entoure : doit-on entendre ce capital comme un facteur de production au sens économique du terme ou comme une ressource, dans une acception plus générique ? Cela lui permet de contraster le recours fait à ce concept par P. Bourdieu, chez qui elle reconnaît un usage plus économique du terme de « *capital social* », et le « *social capital* » de R. Putnam, dans le sillage des travaux de J. Coleman, qui tend à « bâtir un pont théorique entre la conception « sursocialisée » de l'acteur des sociologues et la conception « sous-socialisée » de l'agent rationnel des économistes ». C'est alors l'imprécision même du social capital qui rend sa mesure complexe, les multiples variables qu'il est possible de retenir renvoyant à des dimensions différentes, qu'il s'agisse de pratiques, d'opinions, de perceptions, sans qu'il soit sérieux, pour S. Ponthieux, d'en tirer des conclusions solides en termes de causalité. L'auteur a alors une formule lapidaire : et si le social capital n'était autre que le résidu sur lequel achoppent bien des travaux économétriques ? La critique de S. Ponthieux se fait alors plus politique : l'intérêt des institutions internationales pour les études mobilisant le social capital ne renverrait-il pas à l'émergence de compromis politiques du type troisième voie, détournant des analyses plus traditionnelles faites en termes d'inégalités et de dominations ?

Capital social et pratiques d'entraide

- 6 La seconde partie de l'ouvrage sort de ces débats théoriques et présente les résultats de travaux inspirés de l'approche du capital social. Un cadre théorique qui voit dans les relations de coopération et de contenance entre les individus une « ressource » est évidemment attractif pour construire une analyse des pratiques d'entraide quotidienne développées à l'intérieur du voisinage ou de la parentèle, et pour examiner si la

mobilisation de « réseaux » est à même de compenser d'autres inégalités économiques et sociales. La première étude est consacrée à un tel projet (A. Degenne, M.-O. Lebeaux, et Y. Lemel). Elle a été basée sur une exploitation secondaire de l'enquête Modes de vie de l'INSEE qui recensait sur la période 1988-1989 des informations sur les ressources financières, les budgets temps et les aides et relations familiales de près de 7 000 ménages. Une des conclusions est bien que « l'apport des réseaux ... contribue bien à l'amélioration du bien-être des plus jeunes et des plus âgés ». La seconde contribution s'intéresse à l'effet du capital social d'un point de vue plus macrosocial : il s'agit de tester économétriquement si l'intégration plus ou moins forte des ménages dans la structure sociale, mesurée par leur participation à différentes formes d'organisation collective de la vie rurale dans un territoire, va de pair avec l'amélioration relative de leurs conditions de vie, mesurée par le montant de leur consommation par tête. Là encore, une relation de corrélation est bien constatée.

Deux champs d'application : l'école et l'entreprise

- 7 La sociologie de l'éducation constitue un autre terrain où depuis longtemps sont décelés les effets sur la performance scolaire de la détention de différentes ressources en capital humain, culturel, et économique par les parents. Trois contributions vont s'intéresser à ce champ. Une équipe de chercheurs suisses (Favre et Jaeggi) va s'intéresser aux effets du capital social sur la réussite des jeunes enfants de quartiers défavorisés, en dépassant cette approche individuelle pour questionner l'influence de l'attitude des parents à l'égard de la sociabilité enfantine et de l'établissement de relations d'échanges avec les enseignants et autres personnels de l'école. Leurs travaux conduisent à des résultats en demi-teinte : il faut ajouter à l'analyse la capacité des parents à s'inscrire dans la « culture » scolaire, et à ce titre à dépasser une conception seulement « utilitaire » des relations concrètes entre l'école et la famille. Antoine Bevort et Danielle Trancart aborde la question scolaire sous un autre angle, celle des inégalités territoriales en matière d'éducation, à la manière dont R. Putnam dans ses travaux sur l'Italie testait la performance institutionnelle de l'Italie du Nord et du Sud à partir des formes et de la densité des relations associatives et de réciprocité. Les auteurs vont mener une analyse factorielle de correspondances à partir de données tirées de l'enquête Conditions de vie des ménages et croiser les variables individuelles de formation, revenus, participation à la vie associative et la situation géographique, puis croiser le classement des régions obtenues avec les performances scolaires de ces régions. Si l'exercice économétrique est complexe et si les données restent fragiles et agrégées à des niveaux (les académies) dont on peut discuter la pertinence, il en ressort toutefois que le lien entre les inégalités économiques et les performances scolaires est redoublé par celui entre ces inégalités et la distribution du capital social. Pour ces auteurs, la problématique du capital social est féconde dans l'analyse des difficultés des politiques scolaires à assurer la démocratisation de l'école, mais ils s'accordent avec l'équipe suisse pour reconnaître l'importance de la construction du « sens » accordé à l'école chez les populations défavorisées. Enfin, la troisième contribution portant sur l'éducation s'intéresse à l'insertion professionnelle de diplômés de troisième cycle en gestion des institutions culturelles participant à différentes unités de formation. L'hypothèse est que le capital social, développé sous la forme d'un « système d'action » impliquant des étudiants mobilisés autour de l'insertion, des employeurs à la recherche de candidats et une équipe pédagogique, sera déterminant. Selon que les dispositifs de formation offrent un capital social plus ou moins important,

sous la forme d'une articulation école/monde du travail plus ou moins serrée, les résultats en termes d'insertion professionnelle dans un premier emploi seront plus ou moins favorables. Ce capital social « éducatif » peut même, selon l'auteur, compenser les inégalités individuelles en termes de capital social d'origine familiale ou d'expérience antérieure.

- 8 L'entreprise, vue comme un « monde social », constitue un autre champ où une analyse en termes de capital social ouvre des possibilités nouvelles, en permettant de l'interroger comme « forme sociale ». L'ambition d'Antoine Bevort, dans cette contribution, est de montrer que le capital social constitue aussi un instrument microsociologique pour étudier l'entreprise. À partir des données de l'enquête Réponse de la DARES, l'auteur teste l'influence du capital social sur les pratiques innovantes de gestion ou d'organisation du travail, à partir des variables décrivant l'intensité des relations sociales, le climat social et l'implication des acteurs des relations professionnelles dans leurs réseaux organisationnels respectifs syndicaux et patronaux. Si l'effet taille joue sur les pratiques innovantes dans les grandes entreprises, en revanche, pour Antoine Bevort, le capital social ainsi défini semble bien, au moins indirectement, influent dans l'aire des entreprises de moins de 200 personnes.

Capital social et action collective

- 9 Enfin, la troisième partie s'intéresse à la manière dont capital social et action collective sont liés. La première contribution (E. Lazega), se place sur un terrain théorique. Elle plaide pour que la sociologie et la modélisation n'abandonne pas aux marketers et aux administrations publiques le terrain de l'exploitation secondaire des fichiers divers retraçant les affiliations multiples des individus ; ils constituent une formidable base de données méso-sociale « des interdépendances économiques et sociales entre acteurs individuels et/ou organisationnels », enrichissant la connaissance des « réseaux complets de relations entre participants ». La seconde (J.-P. Worms), plus descriptive, fournit quelques clés de lecture de l'évolution de l'univers associatif. Elle commence par donner quelques repères historiques du dynamisme de création des associations, mais montre aussi l'évolution de la nature de celles-ci, parmi lesquelles la part des associations sportives et culturelles recule au profit tout d'abord d'associations d'intérêts catégoriels (décennie 70) puis de l'apparition d'engagements altruistes, et enfin d'associations à vocation sociale au fur et à mesure du désengagement de l'État-providence. Les formes d'engagement associatif évoluent aussi au profit d'engagements à tonalité plus individuelle que collective, dans une relation plus coopérative qu'identitaire, et dans un zapping très éloigné de l'engagement associatif traditionnel, difficile à gérer par les responsables. Changement d'époque, changement de modèle, les avantages de la visibilité et de la stabilité de l'ancien modèle associatif disparaissent au profit d'une plus grande sensibilité associative aux courants sociaux émergents, dans ce que l'auteur appelle un « capital social effervescent ». Enfin, une troisième contribution de Mohamed Madoui éclaire le fonctionnement de réseaux ethniques familiaux et communautaires maghrébins soutenant l'installation comme petits entrepreneurs indépendants d'immigrés d'Afrique du Nord, en butte aux difficultés d'insertion professionnelle liées notamment à la discrimination. Un travail d'enquête qualitative conduit en Île-de-France et dans la région marseillaise a permis à l'auteur de mettre à jour les multiples « encastrement » familiaux, claniques et de réseaux qui structurent des relations d'entraide et de

réciprocité basées sur la contenance et sur l'honneur ; ces liens constituent un capital social qui soutient l'accès à l'entrepreneuriat et contribue à la coordination des activités économiques et à la circulation des biens.

Capital social et fonctionnement démocratique

- 10 Les trois dernières contributions de l'ouvrage, centrées sur l'apport du concept de capital social au fonctionnement démocratique des sociétés, ont une tonalité plus théorique. On ne sera pas étonné de trouver dans l'ouvrage une contribution consacrée au secteur de l'économie solidaire ou du tiers secteur, sous la plume de E. Buccolo et J.-L. Laville. Les auteurs y déclinent l'analyse du capital social que constituent les multiples formes de l'économie solidaire, organisées vers « la recherche de bénéfices collectifs », dans « un espace public de proximité », et mettent en avant sa dimension de « composante d'une démocratie forte », plutôt que de ressource essentiellement économique. Dans une contribution plutôt normative, le chercheur Vando Borghi fait appel au concept de capital social pour étudier les tensions entre processus de globalisation et dynamiques locales, d'encastrement local dans les territoires et de désencastrement des rapports sociaux liés aux changements d'échelle de la circulation de l'information, des capitaux, des biens et des personnes. Pour lui, le capital social est un « patrimoine local de réflexivité », constitué d'éléments concrets et abstraits tenant au vivre ensemble d'une société ; ce patrimoine « fournit aux acteurs locaux les archétypes et les modèles de l'interaction coopérative », menacés par la globalisation et l'influence grandissante des entreprises et de la financiarisation. Ce capital social, dans une perspective politique, débouche sur l'émergence de formes d'un « agir public », où interagissent pratiques des individus et fonctionnement des institutions. Il rendra visibles les problèmes auxquels on s'affronte, permettra les apprentissages collectifs, sera guidé par le souci du bien collectif et poussera les communautés à ne pas se refermer sur elles-mêmes. La reconnaissance de la contribution de la sphère reproductive au capital social, en d'autres termes, de la prise en charge du *caring work* dans une société constitue aussi un aspect original de l'analyse de Vando Borghi, alors même que l'analyse en termes de rapports de genre n'est guère présente dans les travaux présentés dans cet ouvrage. On peut regretter par ailleurs que les auteurs n'aient pas évoqué au .1 du texte quelques exemples donnant chair à leurs analyses.

La dimension symbolique du monde social

- 11 Bernard Perret, dans la dernière contribution de cette troisième partie, à la tonalité quasi-philosophique, s'interroge sur la capacité du concept de capital social à rendre compte des dynamiques macrosociales à l'œuvre dans une société, plus complexes que la seule dynamique associative. Il met en garde contre le risque de réduire le capital social à un instrument de mesure économique utilitariste qui ferait abstraction de la dimension symbolique de la constitution du « monde social ». Mais il voit aussi la possibilité d'inclure dans la notion, qu'il interpréterait d'ailleurs plus en termes de patrimoine, la dimension politico-économique d'un développement durable : notion qui ferait place, à côté de la préservation de l'environnement pour les générations futures, à celle de la « durabilité de la société » comme préservation de « significations symboliques » et transmission « d'une capacité d'agir ensemble dans le registre du politique ».

- 12 Au final, on retire de cet ouvrage une impression de foisonnement et de stimulation intellectuelle. Le lecteur, sociologue, politologue ou économiste, y trouvera un panorama étendu des horizons ouverts pour l'analyse sociologique par le « capital social », tant pour la comparaison internationale que pour l'étude des questions les plus classiques de la sociologie : il est également averti de ses limites et de la difficulté de son maniement. Mais au gré d'une sélection parmi les différentes contributions, l'ouvrage s'adresse à un plus large public : militants associatifs ou citoyens y trouveront matière à réflexion sur leurs engagements et sur la cohésion des collectifs ou sociétés auxquels ils participent.